

Solidarité France Grèce pour la santé



été 2017

La caravane de solidarité

Trois mois après la signature d'un troisième mémorandum à l'encontre de la volonté du peuple grec exprimée par référendum, **la camionnette du collectif parisien, chargée à bloc de matériel médical et ses trois occupants** (Pauline, Monique, Jean) part pour la Grèce. Première étape du périple de la caravane, Lyon, pour un grand meeting de solidarité et une soirée festive. Nous y retrouvons une partie des autres participants venus de Bretagne et de Normandie. Puis, toutes les camionnettes sont rassemblées à Ancone en Italie: six véhicules, deux de Normandie, un de Bretagne, deux du Gard et le nôtre. Ce qui constitue déjà un succès.

Le long trajet en ferry, puis le déjeuner après l'arrivée à Igoumenitsa, permettent d'échanger : la caravane bretonne a sillonné son territoire, les collectes du collectif de Coutances, la mobilisation dans le Gard, les débats organisés à Paris et la diffusion de l'ouvrage sur les dispensaires... Autant d'initiatives qui ont permis de médiatiser et de débattre des problèmes posés par l'accès à la santé en Grèce, sur la réalité des dispensaires et leurs difficultés. Ces échanges permettent d'affiner le programme des rencontres et de commencer à débattre des conceptions de la solidarité.

L'accueil à Thessalonique est particulièrement chaleureux. La coordination des activités militantes grecques pour la santé est solide. Les échanges sont riches et il y a une grande satisfaction de part et d'autre à constater que l'apport, fraternel, fonctionne dans les deux sens. Le lien avec les travailleurs

de l'entreprise autogérée Viome qui se battent pour sauvegarder leur collectif aide à cette fraternité militante. La camionnette parisienne dépose dans la cour de l'usine l'entièreté de son chargement et embarque les savons et autres produits ménagers qui seront dispatchés à fin de solidarité à notre retour. Notre présence au côté des Viome dans l'enceinte du tribunal a représenté un symbole fort de cette solidarité en ce qu'elle a (peut-être) contribué à retarder la vente de l'usine, l'acheteur potentiel ne s'étant pas déplacé.

A Athènes, la situation des dispensaires est plus éclatée, tant dans leurs rapports avec les autorités sanitaires que dans leurs pratiques médicales. Pendant trois jours, nous avons été partie prenante de rencontres avec les militants des dispensaires à Vironas, Peristeri, Xalandri, Elenikon, Ilion et Salamine. Certains de ces temps forts ont contribué à réunir plusieurs dispensaires, et des militants nous ont affirmé qu'une des réussites de notre venue résidait dans les rencontres entre dispensaires qu'elle avait permis.

Lors de ces rencontres, le collectif parisien a défendu avec d'autres camarades de la caravane une conception politique de la solidarité : nous sommes des militantes et des militants du mouvement social, non des bénévoles d'associations caritatives ou humanitaires ; nous voulons développer une pratique militante. Nous attendons de nos actions de solidarité avec les dispensaires autogérés en Grèce qu'elles permettent en retour de



penser et d'agir pour développer du collectif en France.

Au-delà du transport de matériel, il nous apparaît que cette solidarité doit continuer à se concrétiser dans ces échanges : autour des politiques d'austérité, de l'accès à la santé et les alternatives que représentent les dispensaires pour l'accès à la santé et en termes de pratiques médicales. Une rencontre avec des syndicats de la santé pourrait être une piste à creuser.

Enfin, d'un point de vue humain et militant, cette caravane a permis de tisser ou de consolider des liens entre certains collectifs ou camarades et de poursuivre la réflexion sur ce que peut et veut le collectif national encore en construction. Nous tirons donc un bilan positif de la tenue de cette caravane. Un regret, : nous n'avons pas assuré une couverture médiatique suffisante, à la hauteur de nos ambitions, depuis Lyon jusqu'à Athènes. Faute de préparation et de relais dans une coordination des collectifs autogérés à Athènes, nous avons finalement renoncé à tenir un rassemblement de la caravane place Syntagma. **La prochaine fois ?**

La destruction de la santé continue, les luttes et la solidarité aussi !

Cela fait 4 ans et demi que nos collectifs, constitués de militant-es du droit à la santé et d'organisations en France, sont en campagne contre les politiques qui ont abouti aux désastres sanitaires subis par le peuple grec et par d'autres populations au sein d'un ensemble de pays parmi les plus riches du monde, l'Union Européenne. Nous nous sommes engagés dans une campagne de solidarité concrète, de soutien aux initiatives citoyennes auto-organisées pour la santé, aux Dispensaires Sociaux Solidaires grecs.

En Grèce, depuis 2010, après 5 gouvernements différents et la signature de 4 soi-disant « plans d'assistance », la situation reste toujours aussi préoccupante. Ces plans, assortis de rafales de mesures d'austérité imposées par l'UE et le FMI, se sont révélés être des traitements plus néfastes que le mal qu'ils étaient censés traiter.

Le droit d'accès aux consultations et à certains examens a été accordé dans le service public à toute personne en possession de documents administratifs et à d'autres sous conditions par le gouvernement Syriza en été 2016. Néanmoins, d'autres types de soins, notamment les médicaments, restent inaccessibles à une partie importante de la population du pays. De plus, l'accès aux soins autorisé par la loi est compromis par le sous-encadrement des services et leur éloignement, situation aggravée par les politiques d'austérité. Un aspect particulier de la souffrance sanitaire est la raréfaction des moyens pour la prise en charge de la douleur psychique et des pathologies mentales, pourtant en constante augmentation.

L'avenir de la protection sociale en Grèce, des retraites et autres prestations est en péril, alors qu'elles ont déjà baissé de plus de 30%. Les instances européennes ont imposé une clause d'équilibre budgétaire pour les caisses d'assurance. La récession économique permanente infligée à la Grèce conduit le système public de protection sociale inexorablement vers la faillite. Le gouvernement actuel se vante d'impressionnants résultats budgétaires et d'une baisse de 5 points (à 22%) du chômage global. Cela se fait au prix de la précarisation des salarié-es et de la paupérisation de larges parties de la société. A cela vient s'ajouter le séjour permanent dans le pays de 70 000 réfugié-es et l'accueil de ceux qui arrivent



tous les jours. Le traitement infligé à ces personnes est en deçà de l'acceptable et le poids des camps sur les sociétés locales bien critique.

Ce n'est pas Zeus qui apportera le salut aux Grecs en les épargnant les catastrophes naturelles comme le montrent le tout récent séisme meurtrier dans les îles de la mer Egée et les incendies de l'été, aggravés par la diminution des effectifs des pompiers. Ce sont les citoyen-nes qui doivent apporter la réponse à la crise à travers leurs luttes lucides et coordonnées. Aujourd'hui, malgré la fatigue et la déception, l'assaut quotidien par les problèmes, des centaines de militant-es grec-ques poursuivent le combat, à travers des structures auto-organisées qui se maintiennent toujours vivaces, à travers des dispensaires qui restent fidèles aux principes d'indépendance, de solidarité et d'engagement.

Les besoins ont aujourd'hui évolué et se concentrent surtout sur l'offre de médicaments et l'accompagnement des personnes les plus vulnérables, notamment des réfugié-es, sur le soutien aux actions militantes, syndicales, d'occupation de squats. Des formes de coordination émergent réunissant collectifs locaux, réseaux syndi-

caux et groupes politiques, selon l'exemple de la coordination de Néa Philadelphia, quartier populaire attaqué conjointement par le capitalisme immobilier et les bandes de hooligans fascistes. En parallèle, des initiatives citoyennes tentent d'organiser pour les plus démunis la survie quotidienne à travers des coopératives plus organisées. Ces dernières, si elles n'ont pas un caractère franchement militant, permettent au moins de faire vivre l'espoir dans des formes démocratiques d'organisation quotidienne.

Voilà pourquoi nous poursuivons nos actions de solidarité en faisant évoluer moyens et alliances en fonction des besoins. La menace qui plane sur la France d'une réduction dramatique des acquis sociaux, orchestrée par les élites néolibérales ne doit pas nous détourner de notre tâche de solidarité. Il s'agit de causes intimement liées. Une camarade grecque nous dit ceci : *Toutes les personnes qui ont décidé de s'auto-organiser pour agir, pourraient maintenant abandonner le terrain et retourner à la vie qu'elles avaient laissée. Personne ne leur a rien demandé, elles ne demandent rien en retour de leur engagement. Est-ce cela que nous voulons ? Certainement pas !* »

« Vous ne pouvez pas ? Nous pouvons ! »

C'est le slogan de lutte des travailleurs de VioMe à Thessalonique qui en janvier 2013 ont occupé et pris en main le fonctionnement de l'usine, après sa faillite. Depuis, ils intègrent des chômeurs et dirigent l'usine de façon autogestionnaire via l'assemblée générale. Ils sont arrivés à orienter la production vers des produits écologiques qu'ils vendent à travers un réseau de commerce solidaire en Grèce et à l'étranger. Plus spécialement, les produits VioMe sont vendus en ligne et en livraison dans tout le pays, dans les magasins VioMe à Thessalonique et à Athènes et dans de nombreux points de vente en Grèce et à l'étranger.

Outre la production autogestionnaire, un dispensaire ouvrier solidaire fonc-

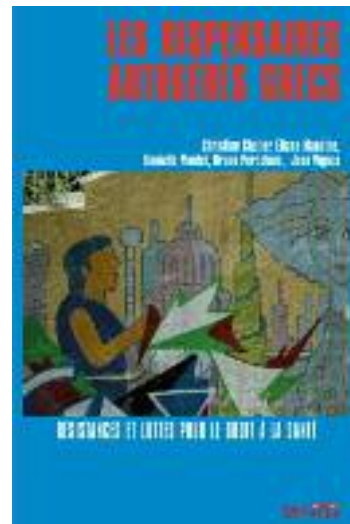
tionne au sein des locaux de l'usine avec une activité importante et multiforme. Il est encadré par des travailleurs de VioMe, des spécialistes de la santé et des militants solidaires et il est orienté vers un soin de santé global, au service de l'homme et non du profit.

En même temps, des dizaines de manifestations politiques et culturelles autogestionnaires, ouvertes à la ville ont eu lieu dans les locaux de l'usine (concerts, conférences, projections, spectacles de théâtre, débats). Une bibliothèque publique, un groupe d'auto-éducation et un espace de collecte et de réexpédition des fournitures pour les réfugiés et les immigrants y fonctionnent aussi.

Le collectif Solidarité France Grèce pour la Santé a soutenu le projet des travailleurs de VioMe.

Il distribue leurs produits pendant ses manifestations et il a signé ses pétitions. La caravane d'octobre 2016 a déchargé du matériel médical au dispensaire VioMe et une délégation a participé aux manifestations contre la vente aux enchères. Quatre tentatives de vente ont été bloquées auparavant par les travailleurs et les militants solidaires. Mais le projet VioMe est toujours menacé. En juin 2017, le tribunal a adopté une proposition méprisante et a rejeté la volonté des travailleurs de poursuivre l'exploitation de l'usine, il impose une vente aux enchères des moyens de production. Les travailleurs de VioMe demandent à nouveau la légalisation de leur travail, le raccordement à l'électricité et à l'eau, et l'exclusion des locaux occupés de la vente aux enchères.

le chargement du matériel médical



L'utilisation des fonds

Les dons individuels servent exclusivement à la solidarité directe avec les dispensaires. L'infrastructure matérielle : tracts, transport de matériel, voyages... a été prélevée sur les dons des organisations ou associations membres, de même pour les dépenses spécifiques pour la caravane. Nous avons réalisé des initiatives, participé à des rassemblements, manifestations... Nous avons aussi rapporté des produits de l'entreprise autogérée VioMe que nous vendons en soutien dans les initiatives.

Les dons aux dispensaires : 6000 euros répartis également entre les dispensaires de **Drama, Thermi, Heraklion, Corinthe, Néa Philadelphia et l'hotel City Plaza** qui accueille des réfugiés et a aussi une structure de dispensaire en son sein. Tout l'argent **des produits Viome** sert à la solidarité soit pour commander de nouveaux produits soit pour les dispensaires. **Le livre** réalisé par des membres du collectif est épuisé, le bénéfice est versé aux dispensaires.

Les travailleurs de VioMe :

« Après quatre ans et demi de fonctionnement et six ans de notre lutte, le pouvoir judiciaire n'a jamais cessé les attaques contre nous... Ceci est la responsabilité des juges « honnêtes », qui ont à l'esprit de détruire tout ce que nous, les travailleurs de VioMe, avons créé avec tant d'efforts.

Et ils le font, de sorte qu'aucun autre groupe de travailleurs ne pense à procéder à l'autogestion des industries abandonnées. Pour cette raison, nous condamnons ce que les autorités ont essayé de faire ainsi que le syndic de faillite, qui refusent le fonctionnement de l'usine par nos moyens, ceux des travailleurs, directement et sans patrons.

Nous vous invitons, les syndicalistes, les travailleurs, les collectifs à nous soutenir et **montrer tous ensemble que s'ils ne peuvent pas, nous pouvons !**

Nous vous invitons à montrer votre soutien pratique afin que nous puissions garder l'usine en vie et nos familles loin de la peur et de la pauvreté. Nous vous invitons à signer des résolutions de solidarité afin que nous puissions prouver notre force : la force de la solidarité, qui est plus forte que toute forme de répression par le capital, que toute forme d'effondrement économique de l'économie capitaliste. »

<http://www.viome.org/p/francais.html>

Pas touche à l'hotel City Plaza !

L'hôtel City Plaza d'Athènes s'est transformé en centre d'accueil autogéré pour les réfugiés du Moyen-orient. L'hôtel abandonné a été investi par des militant-es de la solidarité et il fonctionne sur la base de l'auto-organisation.

Réfugié-es et volontaires assurent la gestion au quotidien (repas, santé, etc.) mais aussi et surtout l'animation collective avec de l'alphabétisation, des cours de langues, des activités pour les enfants et l'action pour favoriser leur scolarisation dans les écoles du quartier, etc.

Une menace d'évacuation policière pèse sur le site et **un appel international** a été lancé auquel le collectif France Grèce pour la santé s'associe :

Ouvert à Athènes le 22 avril 2016, le City Plaza a été transformé d'un hôtel qui avait été abandonné pendant huit ans en un projet qui a fourni l'hébergement, le soutien alimentaire, médical et l'enseignement pour plus de 1500 réfugiés de pays différents, y compris beaucoup d'enfants, personnes âgées, des gens infirmes et vulnérables.

Le City Plaza est une alternative aux conditions inhumaines des camps de réfugiés. Il loge des réfugiés dans le coeur d'Athènes et fournit une maison dans laquelle 400 réfugiés peuvent vivre avec la dignité, la sécurité et la vie privée; une sorte de vie impossible dans les camps officiels et les maisons d'arrêt. Mais le City Plaza n'est pas seulement un centre d'hébergement. C'est un projet politique qui prouve qu'il est possible d'organiser un espace de logement en Grèce sans employés, ni financement institutionnel ni experts.

Cela témoigne du fait que l'inaction de l'Etat est une décision consciente. Cette décision isole socialement des réfugiés, les plaçant dans des camps, des maisons d'arrêt et des "points chauds", tout en renforçant les frontières. Le City Plaza a joué un rôle central dans le mouvement de solidarité des réfugiés, menant la campagne internationale contre l'accord entre la Turquie et

l'Union européenne, en combattant pour les droits des réfugiés à l'enseignement et aux services médicaux.

Le City Plaza ne reçoit pas de financement de gouvernements ou des ONG. Il est soutenu entièrement par la solidarité en Grèce et dans le monde entier. Les gens viennent du monde entier au City Plaza pour marcher et vivre ensemble avec les résidents comme une expression de leur solidarité.

Le 7 juin 2017, il a été rapporté par plusieurs sources que le City Plaza, ainsi que Papoutsadiko et Zoodochou Pigis 119, deux autres squats à Athènes, étaient menacés d'expulsion. Une expulsion aboutirait à évacuer plus de 400 résidents dont plus de 150 enfants, qui se verraient forcés de retourner dans les camps ou de vivre dans les rues d'Athènes. C'est non seulement leur hébergement mais aussi leur sécurité qui serait menacés ainsi que leur bien-être.

Avec votre solidarité et soutien nous pourrions garder le City Plaza ouvert. Signez s'il vous plaît et partagez cette pétition!

https://www.change.org/p/hands-off-city-plaza-and-all-squats?recruiter=19892648&utm_source=share_petition&utm_medium=twitter&utm_campaign=share_petition

La cuisine collective au City Plaza



Parrainages soutiens médicaments

Pour engager un parrainage pour un dispensaire, si vous souhaitez envoyer des médicaments, vous êtes invité-es à prendre un contact direct avec les structures concernées. La liste complète des dispensaires et pharmacies autogérés avec leurs coordonnées est présente sur le blog du collectif, ainsi que le plan où vous pouvez visualiser leur localisation exacte sur la carte. [http://](http://solidaritefrancogrecque.wordpress.com/)

solidaritefrancogrecque.wordpress.com/
[liste-des-dispensaires-sociaux-2/](#)

Toutes les informations sur l'activité du collectif : [http://](http://solidaritefrancogrecque.wordpress.com/)

solidaritefrancogrecque.wordpress.com/

Pour recevoir les informations vous pouvez vous inscrire sur notre site et/ou à la newsletter :

[https://](https://newslettercollectifsfgs.wordpress.com)
newslettercollectifsfgs.wordpress.com

Pour nous contacter :
france.grece.solidarite.sante@gmail.com

Vos dons sont nos moyens d'action

Ils contribuent concrètement à faire vivre la solidarité et la résistance à l'austérité.

- Chèque à Convoi Syndical, 25, rue des Envierges, 75020, Paris.
- Par virement à : La Banque Postale CCP 2796496A020
- Par Paypal sur le site.